

Journées Connectées 2017

Co-construire une économie inclusive et atteindre les Objectifs de Développement Durable : quelles solutions ?

Propositions issues des rencontres multi-pays
des 24 novembre et 1^{er} décembre 2017

Simultanément à Antananarivo, Brazzaville, Cotonou, Dakar, Kinshasa, Lomé,
Nouakchott, Paris, Rennes, Bordeaux, Yaoundé, et sur le web



Coordonné par



Sous le haut patronage de



Avec le soutien de



À l'occasion du



Sommaire

- **Les ODD et l'impératif d'une économie inclusive pour toutes et tous..... p.03**
- **Vers une économie inclusive :
deux Journées Connectées pour proposer des solutions..... p.04**
- **Comment inclure toutes les populations dans l'économie..... p.06**
 - Les propositions
- **Journées Connectées – Synthèse.....p.15**
 - Du cacao au magasin : construire des chaînes de valeur pour un chocolat responsable et éthique
 - Co-construire une économie inclusive pour atteindre les ODD : quelles solutions ?
- **Remerciements..... p.22**

Les ODD : l'impératif d'une économie inclusive pour toutes et tous

Les Objectifs de Développement Durable (ODD) ont été adoptés en 2015 par les Nations-Unies et sont à atteindre en 2030. Avec 17 objectifs et 169 cibles, ils s'appuient sur les trois piliers du développement durable : social, environnement et économie. Ils s'adressent à tous les pays.

Les OMD¹, prédécesseurs des ODD, n'ont pas réussi à inclure les groupes les plus vulnérables – accroissement des inégalités et persistance de l'extrême pauvreté. Avec 35 cibles qui visent l'inclusion de toutes les populations, et 32 qui concernent des groupes spécifiques – femmes, enfants, personnes en situation de handicap, migrants, autochtones, pêcheurs, éleveurs, personnes âgées etc. – les ODD veulent changer la donne. Pour les atteindre d'ici 2030, il est essentiel de construire une économie dont les bénéfices sont partagés.

Les ODD nécessitent l'implication de tous les acteurs, en particulier des entreprises. Certains objectifs concernent directement celles-ci (ODD 8, 9 et 12), et tous ont des liens. Les entreprises peuvent, et doivent contribuer à une économie inclusive en changeant leurs politiques : développement de produits et services répondant aux besoins des populations, chaînes d'approvisionnement responsables, programmes de respect des droits humains...

Appelant à une transformation des modèles économiques de par leur ambition, les ODD sont en retour un facteur d'innovation sociétale et environnementale et de réussite pour les entreprises.



...
ODD 8.5 D'ici à 2030, parvenir au plein emploi productif et garantir à toutes les femmes et à tous les hommes, y compris les jeunes et les personnes handicapées, un travail décent et un salaire égal pour un travail de valeur égale.

...
ODD 10.1 D'ici à 2030, faire en sorte, au moyen d'améliorations progressives, que les revenus des 40 pour cent les plus pauvres de la population augmentent plus rapidement que le revenu moyen national, et ce de manière durable.

...
ODD 10.2 D'ici à 2030, autonomiser toutes les personnes et favoriser leur intégration sociale, économique et politique, indépendamment de leur âge, de leur sexe, de leur handicap, de leur race, de leur appartenance ethnique, de leurs origines, de leur religion ou de leur statut économique ou autre.

¹Objectifs du Millénaire pour le Développement

Vers une économie inclusive : deux Journées Connectées pour proposer des solutions

Pour la 3^e année consécutive, RSE et Développement a organisé avec ses partenaires deux Journées Connectées multi-acteurs et multi-pays pour proposer des solutions en faveur d'une économie inclusive, pour atteindre les ODD.

À travers les témoignages de nombreux acteurs et des ateliers de réflexion et de co-construction collective, les Journées Connectées visaient à mieux comprendre les attentes de toutes les populations envers les acteurs économiques, et à proposer des solutions pour engager ces derniers autour d'objectifs concrets en faveur d'une meilleure inclusion économique. Ce sont ces solutions qui sont partagées dans ce livret.

Les deux rencontres se sont déroulées le 24 novembre et le 1^{er} décembre 2017, à l'occasion du Festival des Solidarités.

Journée connectée du 24 novembre 2017 – Du cacao au magasin, construire des chaînes de valeur pour un chocolat responsable et éthique

Les élèves de plusieurs établissements d'enseignement secondaire et supérieur à Lomé (Togo) et à Rennes (France) ont réfléchi simultanément sur les enjeux économiques, sociaux et environnementaux du chocolat et de sa chaîne de valeur. L'événement s'est appuyé sur le cas du Togo, qui développe la culture du cacao biologique.

Journée connectée du 1^{er} décembre 2017 – Co-construire une économie inclusive pour atteindre les ODD : quelles solutions ?

À destination des acteurs économiques, publics, et de la société civile, cette journée visait à mieux comprendre les attentes de toutes les populations envers les entreprises, et à proposer des solutions pour engager ces dernières autour d'objectifs concrets en faveur d'une meilleure inclusion économique des populations les plus vulnérables.



Zoom sur deux secteurs clé : tourisme et agriculture

Une attention particulière a été portée à deux secteurs, différents mais porteurs d'enjeux essentiels pour le développement d'une économie inclusive: le tourisme et l'agroalimentaire.

L'agriculture et la transformation agro-alimentaire mobilisent une partie importante de la population active sur l'ensemble du continent africain, les enjeux en termes de développement durable et d'inclusion sont nombreux, avec des conséquences importantes sur le développement socio-économique du continent.

Industries en pleine expansion, le tourisme et l'hospitalité sont porteurs de nouvelles opportunités de développement inclusif en Afrique, dont le déploiement ne se fait cependant pas sans heurts. La contribution du secteur du tourisme responsable au développement était notamment mise en lumière en 2017, définie comme l'Année internationale du tourisme durable pour le développement.

Les journées en chiffres

- 11 villes participantes, dont 8 en Afrique
- 9 pays
- 735 participant.e.s
- 51 intervenant.e.s
- 52 partenaires



Comment inclure toutes les populations dans l'économie ?

Les propositions

En Afrique comme en France, les propositions qui ont été faites vont dans le même sens et dénotent une réciprocité des attentes au Nord comme au Sud. Ces propositions peuvent être regroupées en 4 thèmes.

Qu'entend-on par inclusion des groupes vulnérables dans l'économie ?

Par meilleure inclusion, nous voulons dire *bien* inclure les personnes vulnérables. Certaines personnes, ou certains groupes, peuvent se sentir :

- Soit exclus – c'est à dire ne participant pas à l'économie, n'ayant pas d'opportunité d'emploi, pas d'accès aux produits car ceux-ci sont trop chers etc. –,
- Soit mal inclus dans l'économie – par exemple à cause de salaires trop bas, de mauvaises conditions de travail, de travail des enfants.

L'inclusion se fait essentiellement aux niveaux suivants :

- 1 - Travail et emploi décents dans les entreprises ;
- 2 - Inclusion des communautés et entreprises locales dans les chaînes de valeur des grandes entreprises ;
- 3 - Accès aux produits (aliments, santé etc.) et aux services (électricité, eau, services bancaires) grâce à une offre adaptée en termes de prix et de produits/services ;
- 4 - Contribution au développement des communautés locales ;
- 5 - Implication des communautés locales et personnes vulnérables dans la gouvernance des entreprises.

Par groupes vulnérables, nous faisons référence "à des catégories de personnes dont l'âge, le sexe, la condition sociale, économique, ethnique, physique, psychologique, etc. peuvent constituer un risque majeur dans un contexte sécuritaire très précaire (lors de conflits armés, guerres civiles, tensions sociales, catastrophes humanitaires, écologiques, périodes intenses de violence, etc.¹)."

Dans les propositions, les catégories de personnes les plus fréquemment citées sont les femmes, les jeunes, et les enfants, ainsi que les « communautés locales », qui désignent dans notre contexte les communautés installées à proximité d'entreprises : par exemple un hôtel pour le tourisme, une plantation ou usine de transformation alimentaire pour l'agro-alimentaire. Ces communautés peuvent subir des impacts négatifs des activités de l'entreprise, ou estimer ne pas bénéficier de ces activités.

Les peuples autochtones, les migrants, les personnes en situation de handicap etc. sont également des groupes vulnérables.

¹Réseau de recherche sur les opérations de paix - <http://www.operationspaix.net/67-resources/details-lexique/groupes-vulnerables.html> (consulté le 12 février 2018)



Proposition 1 – Évaluer et mesurer différemment l'économie et l'inclusion des groupes vulnérables pour mieux comprendre leurs besoins.

Mieux appréhender « comment mesurer la performance des entreprises en termes d'inclusion » des groupes vulnérables est une base pour ensuite trouver des solutions pour cette inclusion.

Au niveau de l'entreprise, il s'agit de questionner les méthodes d'évaluation classiques de la performance RSE des entreprises et les centrer sur ces groupes vulnérables. Quels groupes vulnérables font partie des parties prenantes de l'entreprise? Comment sont-ils inclus dans les activités de l'entreprise et pour quels résultats: emploi décent (rémunération, conditions de travail et d'emploi), inclusion dans les chaînes de valeur, soutien au développement des communautés locales dans un cadre concerté (éducation, santé, infrastructures) etc.? Et pour quel impact? Dans quelle mesure l'inclusion des groupes vulnérables dans les activités de l'entreprise a sur eux un impact durable: réduction de la pauvreté, niveau d'éducation des enfants, indice de développement humain par exemple. Au-delà il convient « de définir des indicateurs adaptés pour comprendre comment se mesure le bien être local » (Paris).



En allant plus loin, il s'agit de «mieux comprendre les communautés locales et les systèmes de production», en questionnant nos modes de pensée classiques, et notre compréhension des groupes vulnérables et des enjeux de leur inclusion. Cela passe par des études de terrain permettant l'identification des groupes vulnérables. Par exemple, en allant «voir des paysans qui ne font pas partie des archipels de développement, voir comment les connecter, reconnecter l'écosystème pour aller vers plus de circularité. Ceux qu'il faut voir ce sont les exclus, ceux qui passent sous le radar» (Paris). Dans le cas du commerce équitable, «les études montrent qu'en fait il touche des producteurs qui sont déjà en capacité de s'organiser, des archipels de développement.» (Paris). Mais pas ceux qui ne sont pas organisés. Nouakchott a aussi souligné la nécessité de tenir compte des besoins de toute la population envers la RSE.

Ces études doivent permettre de comprendre les groupes vulnérables, mais aussi les systèmes économiques dans lesquels ils vivent, afin de ne pas casser ces systèmes lors de l'implantation d'une entreprise: «quels sont les acteurs qui fédèrent, ceux qui produisent de la valeur ajoutée, connaître le terrain, voir comment s'articule le réseau et comment le dé-segmenter, optimiser les liens.» Et ensuite, à partir de cette analyse voir quel modèle économique s'applique le mieux: circulaire, fonctionnalité etc. (Paris), et comment une entreprise peut intégrer ce système existant sans le détruire.

Tout le savoir doit aussi intégrer et être accessible aux groupes vulnérables. Il faut impliquer toute la population: identifier avec eux les problèmes à résoudre et établir des planifications intégrant les objectifs à atteindre. Il convient de se défaire de nos biais culturels pour ces analyses. Et de toujours se questionner sur les invisibles, les sans voix: sont-ils réellement inclus?

À Lomé, les participants ont souligné que, pour être inclusives, «les entreprises doivent développer les compétences de leurs collaborateurs pour que ceux-ci puissent évaluer les perceptions des communautés locales relatives à leurs besoins et attentes», et «identifier les causes du défaut de soutien des communautés aux projets économiques afin de mettre en place [des] solutions». Les études d'impact environnemental doivent intégrer les enjeux sociaux avec un focus particulier sur les groupes vulnérables (Dakar). Il faut «créer des cadres permanents de concertation et de dialogue entre les entreprises et les communautés» (Lomé). Il faut «impliquer toutes les parties prenantes des communautés locales dans les échanges et renforcer leurs capacités pour qu'elles suivent les projets» (Yaoundé). À Nouakchott, il est proposé de vulgariser les concepts de la RSE pour impliquer la population et la société civile.

À Brazzaville, il a été souligné l'impératif d'avoir une démarche impulsée au niveau du gouvernement pour Informer-Éduquer-Communiquer afin de permettre le développement de systèmes d'agriculture durable et l'atteinte de la sécurité alimentaire. Cette démarche doit ensuite aller sur le terrain en passant par des points focaux au niveau des départements, et par l'utilisation d'équipements multimédias et de la télé-agriculture localement pour les agriculteurs.

Enfin, la question de l'universalité des ODD a été posée de manière forte à Rennes par un étudiant: il faut aider les agriculteurs au Sud, mais aussi les agriculteurs au Nord. Des agriculteurs en France sont en grande difficulté: endettement, prix de vente bas etc. Il faut reconnaître et intégrer l'universalité des difficultés des agriculteurs, tout en trouvant des solutions qui s'appuient sur les systèmes locaux.

Proposition 2 – Recentrer l'économie sur l'humain et sur les métiers pour mieux inclure.

Pour le tourisme comme pour l'agriculture et la transformation agro-alimentaire, il s'agit de recentrer l'économie et les systèmes de production sur l'humain, plutôt que sur les liens commerciaux, ressentis comme déshumanisés, surtout en ce qui concerne le commerce international.

À Rennes, l'accent a été mis sur la revalorisation des métiers d'agriculteur et d'éleveur, et la nécessité de les remettre au centre des systèmes de production de nourriture. Ces métiers sont dévalorisés et attirent peu les jeunes, alors que leur fonction est essentielle. Beaucoup d'agriculteurs et d'éleveurs, au Nord comme au Sud, font face aux mêmes difficultés : prix trop bas, endettement. Il est nécessaire de changer leurs pratiques pour aller vers plus de durabilité. Néanmoins ils disparaissent derrière des chaînes de

production et de transformation complexes, déshumanisées, industrialisées, manquant de transparence.

Il faut recentrer les systèmes de production alimentaire sur les agriculteurs et les éleveurs, au Nord et au Sud, et revaloriser leurs métiers. Pour cela il faut refaire découvrir aux citoyens, aux élèves et aux étudiants, les métiers d'agriculteur et d'éleveur, et les systèmes de production alimentaires. Il faut revaloriser ce que représente l'alimentation pour l'homme, en mettant en exergue les activités d'agriculture et d'élevage et les femmes et hommes qui sont derrière.

Les ODD facilitent des approches de compensation permettant d'atteindre les cibles des ODD. Or, cela ne valorise pas forcément une approche sur le cœur de métier des systèmes de production locaux et des groupes vulnérables. Il faut revenir aux métiers. Par exemple développer le tourisme local pour qu'il prenne conscience de sa richesse.



Proposition 3 – Ré-organiser les liens, reconnecter les personnes et communautés pour les intégrer à l'économie.

Plusieurs villes ont souligné l'importance de reconnecter l'économie et les systèmes de production et de re-visiter les liens qui construisent l'économie pour favoriser l'inclusion des groupes vulnérables. Souvent, ceci est un souhait face à des règles économiques favorisant le commerce international, vécu comme dépassant les humains, et non les systèmes de production locaux.

À Dakar, il a été proposé une vision «intégrée fondée sur l'économie inclusive» pour le secteur touristique :

- Coordonner les actions pour un tourisme local en intégrant les communautés locales ;
- Intégrer le tourisme avec l'environnement et ses richesses ;
- Intégrer le secteur touristique aux lois existantes – par exemple demander le respect du code forestier du code de l'environnement ;
- Repenser les chaînes d'approvisionnement et les chaînes de valeur des entreprises touristiques et intégrer les communautés locales à ces chaînes avec un focus particulier sur l'intégration des femmes ;
- Enfin et surtout intégrer et impliquer le consomm'acteur sénégalais afin qu'il «contribue à l'envolée touristique de son propre pays : il est le premier à pouvoir agir au quotidien sur l'économie sénégalaise dans le secteur touristique»

À Yaoundé l'accent a aussi été mis sur la connexion des femmes productrices agricoles avec les marchés: il faut

«accompagner des groupes de femmes (en associations ou coopératives) dans la mise sur pied des microprojets ou initiatives pour la promotion et vulgarisation des produits locaux tels que: manioc, igname, soja, etc». La finalité étant que ces produits puissent être commercialisés auprès des consommateurs finaux mais également auprès des PME/PMI susceptibles de les transformer.



Les participants à Yaoundé ont aussi souligné l'importance d'organiser pour les jeunes «des activités périodiques de sensibilisation, d'information et de formation par rapport à l'entrepreneuriat dans les localités à fort potentiel de ressources naturelles (agricole, forestière, faunique, etc.)». Ils ont proposé de construire des «programmes adaptés aux enfants sur l'éducation au tourisme durable, qui pourraient être mis en oeuvre via des clubs des amis de la nature». Il s'agit également de «collecter les données de géolocalisation des espaces touristiques pour créer une plateforme d'échanges entre promoteurs et clients», toujours dans une logique de re-connexion des personnes et des acteurs.

À Kinshasa a été mise en avant l'importance de «sensibiliser les jeunes à l'esprit de l'entrepreneuriat au lieu d'attendre seulement l'État» et de «sensibiliser les femmes et les jeunes à leur rôle dans l'économie» pour qu'ils puissent s'intégrer à l'économie.

Paris a proposé de «réorganiser les liens», et de «reconnecter les personnes et les communautés en :

- Mettant en relation les acteurs et les faire dialoguer ;
- Organisant des coopératives locales ;
- S'assurant de construire des projets avec toute la chaîne de valeur ;
- Analysant comment s'articule le réseau et comment le dé-segmenter pour ensuite optimiser les liens et véritablement co-construire.»



Proposition 4 – Re-visiter les liens Nord-Sud pour un commerce équilibré qui parte des groupes vulnérables.

Cette intégration et cette re-connexion sont à mettre en parallèle avec une vraie aspiration pour un ré-équilibre du commerce international perçu comme déshumanisé et n'intégrant pas ou mal les personnes vulnérables.

Il faut re-construire les chaînes de production et de consommation alimentaires en partant des agriculteurs pour résoudre les problèmes auxquels notre monde fait face (Rennes). Cet enjeu du rééquilibrage est perçu de façon similaire au Nord et au Sud. À Yaoundé, il a été proposé d'amener les pouvoirs publics à élaborer des politiques d'agrotourisme au niveau local, afin de promouvoir les liens multi-sectoriels et de renforcer la résilience des communautés.

Pour changer les liens commerciaux, Paris a proposé de valoriser et appuyer des modèles économiques nouveaux partant des communautés et des personnes vulnérables à inclure : l'économie informelle, le commerce local plutôt que l'exportation, la monnaie locale, la monnaie-temps.

Il convient ensuite de mettre en place des solutions pour permettre cette orientation dans le contexte économique mondial et ses règles : comment protéger la production locale vivrière en respectant les règles OMC ? Comment autoriser des monnaies complémentaires afin de créer des marchés locaux préférentiels ? Comment structurer ou valoriser l'économie informelle ?



En Afrique, des propositions concrètes pour une feuille de route en faveur de l'inclusion des groupes vulnérables dans l'économie.

Brazzaville a détaillé son plan de Promotion de l'agriculture durable et la sécurité alimentaire basée sur l'approche IEC (Information-Éducation-Communication).

Les participants à Kinshasa souhaitent la création d'une plateforme qui va étudier la situation et sensibiliser les personnes concernées, notamment les décideurs, les représentants des entreprises et la population dans ses diverses composantes à l'inclusion des personnes vulnérables.

Les participants à Cotonou souhaitent convaincre et engager les entreprises dans des démarches pour les personnes vulnérables. Ceci passe par un plan décliné en plusieurs actions :

- Sensibiliser les entreprises sur les menaces (risques) que peuvent faire peser la non-inclusion des personnes vulnérables sur leurs activités si elles ne sont pas prises en compte
- Leur montrer le bien-fondé de l'investissement dans les personnes en situation de vulnérabilité afin d'entretenir les chaînes de production ;
- Sensibiliser les entreprises à reconnaître l'opportunité que pourraient constituer les personnes vulnérables, et à investir en elles pour leurs besoins.

À Nouakchott, les participants ont préconisé de mener un plaidoyer auprès des entreprises opérant en Mauritanie sur la nécessité de l'intégration de la RSE; d'inscrire la RSE dans la logique de conformité vis-à-vis de la norme environnementale et sociale, d'enrichir la loi environnementale avec une dimension sociale, d'établir des contrats entre les sociétés et les populations pour la mise en œuvre de la RSE.



Journées Connectées – Synthèse

Du cacao au magasin : construire des chaînes de valeur pour un chocolat responsable et éthique – 24 novembre

Les producteurs de cacao vers plus de leadership - Les exemples du Togo et du Guatemala.

Si le marché du chocolat reste dominé par les grandes multinationales (75% du marché est détenu par deux grands groupes agroalimentaires), la production de cacao repose sur des petites exploitations agricoles familiales, situées surtout en Afrique et en Amérique latine.

À Kpalimé au Togo, Cyril Mgbayom, Ingénieur agronome et Secrétaire exécutif du Conseil Interprofessionnel des filières cacao et café, a expliqué que le développement de la culture du cacao est récente dans son pays. L'objectif est de cultiver du cacao biologique, tout en maîtrisant les impacts du changement climatique, et en gérant les plantations pour prévenir leur surexploitation et leur vieillissement. La volatilité du marché du cacao impacte directement la situation socio-économique des producteurs et le faible niveau de rémunération entraîne une pauvreté chronique des communautés paysannes. Le travail des enfants est aussi une vraie réalité dans les plantations.

Face à ces défis, la fédération des communautés paysannes productrices et le renforcement de leurs capacités (notamment la formation aux pratiques agricoles durables) permettent d'améliorer la souveraineté des producteurs et leur pouvoir de représentation. Les employés de la coopérative Kuchub'Al au Guatemala, soutenue par le CCFD-Terre Solidaire ont présenté comment elle améliorerait les revenus et conditions de travail des membres.



La Journée en chiffres

- 5 établissements partenaires en France (Rennes) et au Togo (Lomé)
- 442 élèves et étudiant.e.s participant.e.s
- 15 intervenant.e.s

Des marques qui innovent

La palme à deux start-ups!

Chocotogo, présentée par sa co-fondatrice Nathalie Kpanté, est la coopérative à l'origine de la 1^{re} marque de chocolat togolaise. Bio, artisanale, entièrement confectionnée à partir d'ingrédients naturels, Chocotogo s'appuie sur le travail des femmes qu'elle forme.

Avec son projet d'acheminement par bateau à voile du cacao d'Amérique centrale à la Bretagne, Grain de Sail révolutionne le transport tout en s'approvisionnant en cacao responsable et en s'appuyant sur un ESAT¹ breton pour la confection de leur chocolat haut de gamme.

Cémoi, chocolatier français qui rivalise avec les multinationales, a mis la transparence au cœur de sa relation avec ses parties prenantes grâce à son programme Transparence Cacao. Celui-ci permet une traçabilité complète du cacao, gage de qualité et preuve de l'approvisionnement auprès de coopératives.

Scarabée Biocoop a révolutionné la gouvernance avec ses 43 000 adhérents qui sont souvent des clients. Coopérative engagée, Biocoop a développé un cahier des charges avec des critères de qualité, sociaux et environnementaux exigeants. Le chocolat commercialisé provient uniquement du commerce équitable et de l'agriculture biologique.

¹ Etablissement et services d'aide par le travail

Des élèves mobilisés

En amont et tout au long de la Journée Connectée, les élèves en France et au Togo ont réfléchi collectivement aux solutions à mettre en œuvre pour rendre les chaînes de valeur du chocolat plus responsables : interviews de producteurs de cacao en Amérique latine et en Afrique, ateliers autour des critères d'achat du chocolat et de la tablette de chocolat idéale dans une démarche de commerce équitable...



Co-construire une économie inclusive pour atteindre les ODD : quelles solutions ? – 1^{er} décembre

Tourisme et économie inclusive : transformer les pratiques

Dr. Amadou Tidiane Fassa [Sénégal] a montré les nombreuses opportunités du tourisme en matière d'emploi au Sénégal. Pour qu'il soit au service d'une économie transformatrice et inclusive, il faut impliquer les populations locales, cartographier les liens entre tourisme et environnement, et mobiliser autour de la Charte pour le tourisme durable africaine. Le tourisme doit devenir une compétence partagée par tous avec un accompagnement pour le renforcement de capacités.

Les villes participantes :

Antananarivo [Madagascar]
Brazzaville [République du Congo]
Cotonou [Bénin]
Bordeaux [France]
Dakar [Sénégal]
Kinshasa [Rép. Démocratique du Congo]
Lomé [Togo]
Nouakchott [Mauritanie]
Paris [France]
Rennes [France]
Yaoundé [Cameroun]

Agro-alimentaire : comment favoriser l'inclusion des communautés locales dans les activités des entreprises ?

Les Grands Domaines du Sénégal, filiale de La Compagnie Fruitière, ont axé leur engagement avec les communautés locales sur les ODD. Eco-Oil Energie, entreprise du Congo-Brazzaville, vise un modèle économique intégré dans lequel toutes les populations sont incluses : les exploitants agricoles via un soutien technique et des contrats adaptés, les consommateurs congolais via des produits et marques locaux, les enfants via un programme d'éducation, la diaspora pour soutenir financièrement.



La Journée en chiffres

- 11 villes participantes
- 9 pays
- Plus 290 participant.e.s
- 36 intervenant.e.s
- 45 partenaires

Yaoundé – Cameroun – Tourisme durable et réduction de la pauvreté.

La Journée s'est déroulée dans le cadre du Forum Mercatour. Le Cameroun est à l'image de beaucoup de pays africains : un fort potentiel touristique, mais un apport à l'économie faible. Le tourisme représente 7,8% du PIB africain, mais reste concentré sur quelques destinations.

Pour le Cameroun, comme pour de nombreux autres pays, il s'agit de résoudre les problèmes de sécurité, et de s'appuyer sur les communautés locales. L'agriculture, déjà bien structurée, peut servir de socle pour développer l'agrotourisme.

La cible principale est celle des personnes vivant au Cameroun, bien avant celle des touristes de l'étranger. Toutefois, la diaspora camerounaise (5 millions de personnes) est aussi un gisement.



Dakar – Sénégal – Le tourisme pour la société.

Le tourisme représente 6 à 7% du PIB. 54% de la demande émane de touristes internationaux.

Le programme MDG-Funds portait sur la promotion des industries culturelles, et visait à faire l'inventaire du patrimoine et de la législation, et à développer les capacités des professionnels.

La valorisation de la mangrove a permis à la fois de préserver son rôle éco-systémique (créer une barrière contre l'érosion côtière) et de mettre en valeur son potentiel sociétal (être une source de médecine traditionnelle). Le programme a inclus des soutiens aux femmes transformatrices de produits locaux, des formations, la création d'un bureau des éco-guides.

Cotonou – Bénin – L'éco-tourisme au cœur du développement inclusif.

Les circuits d'éco-tourisme d'Eco-Bénin sont centrés sur les communautés locales. L'accueil des touristes chez les habitants garantit à ceux-ci des revenus. Les meubles sont fabriqués à partir de matériaux locaux. La répartition des revenus est équitablement faite grâce à un comité de gestion. La part qui revient à la ville sert à investir dans des infrastructures comme des écoles.

La Fédération béninoise des organisations du tourisme responsable et solidaire a mis en place le Label "Bénin Tourisme Equitable (BTE)" pour les logements, restaurants et autres services touristiques en conformité avec les principes du label.



Lomé – Togo – Re-penser les relations entre entreprises et personnes vulnérables.

L'accent a été mis sur le renforcement des capacités de tous : formation des communautés d'une part, et du personnel des entreprises en charge des relations avec les communautés d'autre part. Des cadres permanents de concertation doivent permettre le dialogue.

La création d'emplois locaux, vecteurs de développement économique des territoires, doit être mesurée régulièrement. Les zones d'habitation des personnes vulnérables - femmes enceintes, enfants, personnes âgées, personnes en situation de handicap etc. – situées près des zones industrielles, doivent être protégées, et des infrastructures socio-culturelles créées.

Kinshasa – RD Congo – Une plateforme de sensibilisation pour une économie qui profite à tous.

Pour les 57 participants, en RD Congo deux classes s'opposent: une classe constituée de personnes très riches et une autre de personnes très pauvres.

L'économie est très déséquilibrée, dépendante des importations, ne disposant que d'une faible production interne et de faible qualité; avec un grand pourcentage de personnes sans emploi.

Les travaux ont proposé la création d'une plateforme d'information et de sensibilisation. Elle étudiera l'économie et son manque de retombées pour la majorité de la population. Il s'agira ensuite d'alerter sur cette situation, et de sensibiliser les décideurs politiques, les représentants des entreprises et la population dans ses diverses composantes aux bienfaits d'une économie inclusive pour tous.

Nouakchott – Mauritanie – Gaz, communautés et dialogue.

Le projet gazier de Kosmos Energy est au coeur d'une localité où coexistent des agriculteurs, des éleveurs, des pêcheurs, et des populations transhumantes comme sédentaires. Le tout au sein d'une zone de conservation de la nature.

Pour s'intégrer, Kosmos a misé sur le dialogue avec les communautés. Les doléances ont été entendues et il a fallu expliquer que si l'entreprise doit contribuer au développement local, elle ne peut se substituer à l'État. Il a fallu ensuite

dé-construire certains préjugés (par ex., un forage n'est pas une marée noire) en étant transparent et en expliquant les activités et leurs impacts.

Ensuite, un appui a été amené à des projets communautaires : protection des ressources halieutiques avec les pêcheurs, coopératives de femmes etc.





Brazzaville – Rép. du Congo – Focus sur des services financiers inclusifs.

L'exclusion des services financiers, pour les populations à faible niveau de revenus, reste criante. La recherche d'une complémentarité entre banques classiques et institutions de micro-finance (IMF) est indispensable. Si l'analyse des états financiers, des fiches de salaires, et la fourniture des garanties matérielles sont exigés par les banques, en micro-finance, ce sont plutôt l'usage de la solidarité du groupe et la moralité du client qui priment.

Ainsi, les projets de financement inclusifs avec fort impact social ciblant les groupements de femmes, avec des mécanismes souples et une bonne maîtrise de risque contribuent à une économie inclusive et à l'atteinte des ODD.

Antananarivo – Madagascar – Pas d'inclusion de toutes les populations sans sécurisation de leurs terres.

3 cas litigieux d'acquisition de terrains ont été analysés, impliquant plusieurs milliers d'autochtones. Les terrains ont été acquis avec des visées agro-industrielles. Il est reproché la non-considération des valeurs culturelles des Malagasy, le caractère coercitif, les procédures clandestines des acquisitions et les agressions verbales et physiques subies par les occupants traditionnels.

Pour protéger ceux-ci, il faut s'assurer du respect de la loi, du Consentement libre, informé et préalable (CLIP) des occupants lors d'une acquisition de terres, et d'une meilleure prise en compte des valeurs culturelles malagasy.

Le rôle des syndicats a été souligné pour l'ODD 8 - travail décent et la croissance - à Madagascar, où cohabitent emploi informel, main d'oeuvre manufacturière productive et efficacité économique faible.



Merci aux intervenant.e.s

Journée Connectée du 01/12/17

Sessions plénières :

Ornella Lendo, Corporate Social Responsibility's Coordinator – Grands Domaines du Sénégal (GDS) – Compagnie Fruitière [Sénégal]
Ndiaye Diop, Conseiller municipal à la Commune de Gandon (Saint-Louis du Sénégal) et Président du GIE Vision-Plus [Sénégal]
Eric Raulet, Directeur du développement du programme ECO+, Eco Oil Energy [Rép. du Congo]
Nadia Atano, Directrice technique, Eco-Bénin [Bénin]
Dr Amadou Tidiane Fassa, Consultant – Expert en Management du Tourisme et de l'Hôtellerie [Sénégal]
Clément Fournier, e-RSE [France]
Joëlle Brohier Meuter, Présidente, RSE et Développement [France]
Placide Tagdine Dougah, Directeur, Valora Solutions et Services Environnement [Togo]

Sessions locales :

Antananarivo: Mbolanomena, Secrétaire générale, USAM; David Roger, Consultant Formateur, Buy Your Way; Michaëlla Pawliczek, Secrétaire Générale, ADDEV; Toky Ravoavy, syndicaliste; Barson Rakotomanga, syndicaliste; Zo Andrianarivelo, Vice-Président de l'USAM
Brazzaville: Falilou Ndaw, Directeur Central, COFINA Congo; Malcom Jourdan Ganga Lougabou, Administrateur Gérant et Consultant Chercheur, CEC-FORMALYS
Bordeaux: Aziz Ahammout, Responsable de projets, RHSF; Thomas Mahias, Directeur, Elise Atlantique
Cotonou: Sahoudatou Orédola Pio, Directrice, Triomphe Consulting; Stefano Komla Amekoudi, Directeur, Campus Numérique Francophone; Errol Sagbo, Consultant RSE
Dakar: Gloria Paraiso-Jossou, Consultante, RS Consulting; Lamine Tine, Consultant, BuyYourWay in Africa; Dr Amadou Tidiane Fassa, Consultant, Expert en management du tourisme et de l'hôtellerie; Papa Ibrahima Diouf, Consultant en environnement et en tourisme durable; Dr Adama Ndiaye, Professionnel du tourisme et de la communication; Magatte Diop, Directrice, Institut Thelma

Kinshasa: Christian Kuzumba, Coordonnateur, GERMOIR CONGO ASBL; Sophie Mujito Utende, Coordonnatrice, ONG Heures Claires pour les Désoeuvrées; HECLA, Formatrice et Présidente du Conseil d'administration, INADES formation CONGO-RD; Jacques Muzele, Avocat inscrit au barreau de la Gombe de Kinshasa; M. Anaclet, Chef des travaux et chargé d'enseignement à la faculté de Sciences Economiques, Université CEPROMAD
Lomé: Placide T. Dougah, Directeur, Valora SSE – Togo; Piabalo Tchandaou, Gestionnaire de projets, Direction de la Formation Civique [Togo]
Nouakchott: Sidi Aly Moulaye Zeine, External Affairs & CSR Manager, Kosmos Energy [Mauritanie]
Rennes: Laetitia Lecoq, Chargée de développement, Glanage Solidaire, RÉSO solidaire
Yaoundé: Kleber Biboum, Membre du Conseil d'administration, RSE et Développement; Vendelin Abouna Abouna, Docteur en Histoire de l'art, Chargé de Cours, Université de Douala/Institut des Beaux-arts; Christian Clair Baheten, Guide touristique national, Doctorant à l'Université de Maroua

Journée Connectée du 24/11/17

Maude Fichou, Export Import manager, Grain de Sail [France]
Cyrille Mgbayom, Ingénieur agronome, Secrétaire Exécutif CICC-Togo (Conseil Interprofessionnel des filières cacao et café) [Togo]
Philippe Le Rolle, Proviseur, Lycée Victor et Hélène Basch [France]
Joëlle Brohier, Présidente, RSE et Développement [France]
Martine Combemale, Directrice, RHSF [France]
Nathalie Kpanté, Fondatrice, ChogoTogo [Togo]
Marc Chevalier, Membre du Directoire, Scarabée Biocoop [France]
Claire Petit, Coordinatrice, Bretagne CENS [France]
Bernard Bruel, Membre, Bretagne CENS [France]
Marcel Launay, Président, Bretagne CENS [France]
Julie Gaubichet, Volontaire, Bretagne CENS [France]
Joaquin Munoz, Directeur du Développement Durable, Cémoi [France]
Manuel De Lima, Délégué Académique aux Relations Européennes et Internationales et à la Coopération, Académie de Rennes
Fabienne Diaz, Responsable, IHEDREA
Placide Dougah, Directeur, Valora SSE [Togo]



RSE et Développement et ses partenaires africains œuvrent pour une économie responsable, durable et juste par la sensibilisation, la formation, l'échange, l'information et la mise en réseau de tous les acteurs des pays du Sud et notamment ceux d'Afrique francophone. RSE et Développement s'appuie sur les technologies numériques, en particulier sur les événements et l'éducation digitale, et ses partenaires d'Afrique francophone.

Association loi 1901
Le Manoir – Groupe St Exupéry
Rue Fernand Robert 35000 Rennes
contact@rse-et-ped.info
www.rse-et-ped.info